

➤ L'Union des entreprises (UEL) reste alarmiste

Un tramway nommé disette

Et si, pour changer, on parlait compétitivité?

ERIC NETGEN
.....

L'UEL dit opter pour une «*croissance économique durable*» qui permettra de pérenniser les systèmes de sécurité sociale en passant par «*la mise en place d'un environnement législatif et réglementaire favorable*».

Le rapport du professeur Fontagné a de nouveau été sollicité dans un avis de l'UEL pour faire passer le message, cette fois-ci en y reprenant un quart des quelque 80 indicateurs – les plus pertinents selon l'UEL.

La dégradation de la compétitivité, dit-on, est due à l'inflation galopante, à l'évolution du chômage déconnecté de la conjoncture économique, à un système de pension à la «*dette sociale cachée*», à une relation productivité/coûts-prix défavorable et à un environnement fiscal désavantageux, cela à une époque où les pays voisins adapteraient le leur.

FISCALITÉ ET CIE

L'UEL s'empresse de proposer une panoplie de «*remèdes*», comme celui de chambouler le panier des biens et services qui rentrent dans le calcul de l'index, y enle-

vant, par exemple, ceux qui sont nocifs pour la santé ou l'environnement. Comme le plafonnement de l'échelle mobile des salaires à 1,5 fois le salaire social minimum ou l'amélioration du fonctionnement des marchés.

On rappelle l'urgence d'une réforme de l'ADEM, le besoin de remettre au travail les plus âgés (en mettant l'accent pécuniaire sur les connaissances plutôt que l'ancienneté), et de rapprocher le rendement (faible) de l'enseignement de son coût (élevé).

Ainsi, l'UEL plaide pour qu'on soumette à l'évaluation les enseignants plutôt que les élèves.